

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 28/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Lyondell Basell Services France SAS**

Chemin départemental 54  
BP 14  
13130 Berre-L'Étang

Références : D-2026-0069  
Code AIOT : 0006410871

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Valeurs limites de rejets – eaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4,3,9,1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rétention sous un réservoir mobile unitaire de 1000 litres	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 1,2,3,3	Sans objet
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4,3,6,3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été réalisée afin de vérifier la surveillance mise en place sur les rejets aqueux de la plateforme au niveau du rejet global site. Il en ressort que l'arrêté préfectoral de l'exploitant doit être mis en cohérence avec la réglementation nationale et européenne.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Traitement des effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 1,2,3,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La station de traitement biologique, d'une capacité de traitement de l'ordre de 750 m3/h, comprend les installations décrites ci-dessous. La station d'épuration des effluents pollués est destinée à épurer les effluents avant leur rejet dans l'étang de Veine Elle traite les effluents pollués de l'ensemble du pôle pétrochimique de Berre et de l'usine ECO-RS.  Ce traitement nécessite les installations suivantes : La section de pré-traitement comprenant : Une unité de décantation de Matières en Suspension (MES) et de déshuilage des effluents NORD constitués de 2 API (V5931 : 2x360 m3) et d'un decanteur Circulaire (V5961 : 400 m3) Une unité de décantation des MES et de déshuilage des effluents SUD, géré par l'unité DIB, appelée API sud La section de traitement primaire comprenant une unité de coagulation/floculation/flottation par air dissous traitant les effluents SUD, une partie des effluents NORD et les effluents de l'usine ECO-RS, La section de traitement biologique par boues activées traitant la totalité des effluents, La section de traitement tertiaire de coagulation/floculation/flottation par air traitant les effluents en sortie biologie, La section de traitement et de déshydratation par filtre-presse des boues générées par la station ou importées directement de certaines unités.
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant a exposé le fonctionnement des équipements de traitement des eaux. Leur fonctionnement a pu être vérifié lors de la visite sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4,3,6,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de surveillances
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température conforme à la norme NF EN ISO 5667-3.  Les points de mesure et les points de prélèvements d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer des mesures dans des conditions représentatives. Les ouvrages d'évacuation de la station de traitement des eaux de l'usine chimique doivent comporter les dispositifs suivants : des appareils assurant la mesure et l'enregistrement en continu des débits d'eaux,

<p>un appareil d'échantillonnage automatique sur le rejet global d'eaux résiduaires épurées,  un appareil de mesure en continu du pH avec enregistrement,  un appareil de mesure en continu de la température avec enregistrement,  un appareil de mesure en continu avec enregistrement de la pollution organique sur le rejet d'eaux résiduaires épurées</p> <p>En outre, les ouvrages décrits ci-dessus doivent permettre aux Services Administratifs intéressés d'amener leur matériel propre de mesure et de procéder aux mesures et prélèvements qui leur paraîtraient souhaitables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a consulté les écrans de supervision des équipements de traitement des eaux en séance, puis en salle de contrôle. Il a pu être vérifié la présence et le fonctionnement de la mesure en continu du débit, du pH et de la température sur le rejet global. La pollution organique est surveillée par l'analyse en continu du paramètre COT. Ce dernier est analysé sur les effluents en sortie de la station de traitement et en sortie du réseau pluvial de l'UCB Nord, en amont de leur jonction. Sur le terrain, l'Inspection a vérifié la présence et le fonctionnement des compartiments réfrigérés des préleveurs automatiques en sortie de station et sur le rejet global. L'ensemble des équipements suscités ne présentait pas de défaut lors de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Valeurs limites de rejets – eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4,3,9,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE en concentration et en flux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Hors période de pluie, sur la base d'un débit de rejet journalier traité à la station d'épuration de 17 500 m<sup>3</sup>/j, le rejet global de l'Usine Chimique de Berre, après la jonction des effluents issus de la station de traitement biologique et du réseau des eaux pluviales de l'UCB Nord respecte les valeurs suivantes.</p> <p>Ces valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.  [...]</p> <p>Pour l'azote, la concentration maximale est appréciée sur une moyenne mensuelle.  Pour les autres substances, les contrôles quotidiens seront réalisés sur des échantillons de 24 heures proportionnellement au débit.</p> <p>Nota : La mesure de la concentration sur le : benzène, toluène, xylène, chlorure de vinyle et phénols est effectuée sur un composite hebdomadaire.  La teneur en mercure est mesurée à la sortie de la station de traitement des eaux de la chimie à une fréquence mensuelle pendant la première année de craquage des condensats dans le vapocraqueur de l'Aubette. Au bout de cette année, cette fréquence peut être réduite à 1 mesure par trimestre si le mercure n'a pas été détecté.  Pour les hydrocarbures, l'exploitant réalise 2 mesures hebdomadaires sur un composite :  - 1 pour le week-end (vendredi, samedi et dimanche)  - et 1 pour la semaine (lundi, mardi, mercredi et jeudi)</p>

Les échantillons journaliers sont conservés 1 semaine au laboratoire.

Si la concentration du composite semaine a une teneur supérieure à 0.4 mg/l ou si la concentration du composite week-end a une valeur supérieure à 0.5 mg/l, l'exploitant réalise une mesure journalière des échantillons et analyse les raisons du dépassement.

Pour les paramètres suivis dans le cadre de la recherche de substances dangereuses dans l'eau :

L'exploitant remettra une étude technico-économique de réduction des rejets en Zinc sous 1 mois à compter de la signature du présent arrêté,

Pour les paramètres cadmium, cuivre, nonylphénols et 1-2 dichloroéthane détectés une seule fois lors de la campagne de 2010, s'ils ne sont pas détectés sur 4 prélèvements consécutifs, leur recherche peut être abandonnée à compter du 1er janvier 2012. Les données sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les dépassements de + de 20% des normes de rejets, un commentaire écrit sur les causes ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sera transmis à l'inspection des installations classées. Si ce dépassement est notable (>50% de la norme) cette information sera faite sans délai.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

#### **Constats :**

En séance, l'exploitant a montré sa procédure UTI/GEN/PLA/001 exposant la surveillance des rejets aqueux.

En premier lieu, il a été vérifié sur GIDAF le suivi des paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral du 21 août 2013. L'Inspection constate que les substances 1,2 dichloroéthane, cadmium, cuivre, nonylphénols ne sont pas renseignées sur l'application GIDAF. La procédure suscitée demande en complément de l'arrêté préfectoral, le suivi des paramètres chrome et AOX. Ce dernier est déclaré dans l'application. Dans son message du 02 février 2026, l'exploitant indique les paramètres 1,2 dichloroéthane, cadmium, cuivre, nonylphénols ne sont plus suivis dans le cadre RSDE car les mesures complémentaires étaient inférieures aux limites de quantification. Toutefois, à la demande de l'agence de l'eau, les trois métaux font l'objet d'une mesure mensuelle depuis octobre 2025. Concernant le 1,2 dichloroéthane, l'exploitant a choisi de le suivre de manière hebdomadaire.

Concernant la périodicité de surveillance, il est reporté dans ce rapport que les points faisant l'objet d'observation de la part de l'Inspection. Pour le suivi de l'azote global, l'arrêté préfectoral prescrit une surveillance 5 fois par semaine. Or, le BREF IED CWW et l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 demandent une surveillance journalière du paramètre. Pour le cuivre, ces mêmes textes demandent une surveillance mensuelle. Or l'arrêté préfectoral prescrit pour cette substance une surveillance trimestrielle. Par le principe de la hiérarchie des textes, les périodicités pour la surveillance de l'azote et le cuivre doivent respectivement être journalière et mensuelle. Dans son message du 02 février 2026, l'exploitant expose une problématique de conservation des échantillons pour l'analyse de l'azote global durant les week-ends. Pour l'Inspection, cet argumentaire n'est pas recevable. L'exploitant devra à terme suivre quotidiennement le paramètre azote global (code sandre 1551). Concernant le cuivre, comme indiqué plus haut, depuis octobre 2025, l'exploitant le suit mensuellement.

L'exploitant envoie à l'Inspection un fichier mensuel de comptabilisation des dépassements. Il inclut une explication des causes des dépassements.

L'Inspection s'est intéressée aux mois de décembre et de septembre :

- Sur le mois de décembre 2025, l'exploitant déclare sur le rejet global UCB, 5 dépassements du débit journalier et 4 dépassements sur le paramètre azote global (1 en concentration et 3 en flux). L'exploitant n'a pas classé ces dépassement comme étant à déclarer suivant son arrêté préfectoral. Dans son tableau, l'exploitant affiche une colonne de « tolérance ». L'Inspection estime que le débit maximal journalier prescrit par l'arrêté préfectoral ne bénéficie pas de tolérance de dépassement. L'exploitant explique que ces dépassements sont liés à des épisodes d'orages avec des précipitations importantes. Concernant l'azote, la valeur limite d'émission est prescrite en moyenne mensuelle, ainsi le dépassement journalier n'a pas à être comptabilisé vis-à-vis de l'arrêté préfectoral. Pour le flux, la surveillance n'étant pas permanente au sens de l'arrêté préfectoral (au moins d'une mesure représentative par jour) car il est calculé 5 jours par semaine. Ainsi, la tolérance de 10 % de dépassement de la série de mesure ne s'applique pas. Toutefois, selon le BREF IED CWW et l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024, la surveillance devant être journalière, cette tolérance pourra être admise lorsque l'exploitant effectuera une surveillance journalière.

- Sur le mois de septembre 2025, l'exploitant déclare dans son fichier des dépassements sur les trois rejets. Sur le rejet global UCB, il déclare 13 dépassements au débit journalier, 5 en hydrocarbures (1 en concentration et 4 en flux) dont 2 supérieurs au double de la VLE fixée à 1500 mg/l en concentration (valeur mesurée le 21 septembre 2025 : 3880 mg/l) et en flux à 25 kg/j (valeur mesurée le 21 septembre 2025 : 80,3 kg/j), 1 en flux pour le zinc et le mercure. Pour le rejet propre UCA (autre AIOT que celui inspecté : valeurs limites d'émission prescrites par les arrêtés préfectoraux du 12 janvier 2004 et du 11 février 2008), l'exploitant déclare 4 dépassements pour le paramètre hydrocarbures (1 en concentration supérieur au double de la VLE et 3 en flux dont 2 supérieurs au double de la VLE), 1 dépassement pour le zinc, et 4 dépassements pour les matières en suspension (2 en concentration dont 1 supérieur au double de la VLE et 2 en flux dont 1 supérieur au double de la VLE). Pour le rejet des eaux pluviales de la raffinerie démantelée (autre AIOT que celui inspecté : valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2012 et le rapport d'inspection en date du 08 décembre 2016), l'exploitant déclare 4 dépassements en débit journalier (sur l'application GIDAF, il y a en 5), 4 dépassements en flux pour le paramètre DCO dont 2 supérieurs au double de la VLE, 4 dépassements en flux pour les matières en suspension dont 3 supérieurs au double de la VLE, et 2 dépassement en flux pour les hydrocarbures dont 1 supérieur au double de la VLE. L'exploitant explique ces dépassements par les pluies qu'il qualifie de décennales les 1er et 21 septembre 2025. En effet, à ces dates, MétéoFrance a classé le département des Bouches-du-Rhône en vigilance orange « pluie-inondation » et « orage ». L'exploitant expose dans son fichier que les cumuls importants ont causés des débordements et notamment l'un des deux bassins d'orages ZAPHIR et du bassin V5966, vers le réseau pluvial.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection note le besoin de mettre à jour l'arrêté préfectoral. Cela sera fait à l'occasion du réexamen IED de l'établissement. Le réexamen IED sera également l'occasion de vérifier la conformité du plan d'action RDSE concernant les paramètres zinc et nickel.

Concernant les déclarations dans l'application GIDAF, le cadre de l'application sera modifié pour les substances 1,2 dichloroéthane, cadmium, cuivre, nonylphénols et le chrome.

Pour les périodicités, dans l'attente de la mise à jour de l'arrêté préfectoral, l'Exploitant doit mettre en place une surveillance journalière pour le paramètre azote global (1551), sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, et le cadre GIDAF sera modifié pour prendre en compte cette demande.

Concernant les dépassements de septembre, l'Inspection demande à l'exploitant la transmission

de la procédure mise en place pour la gestion des bassins d'orages et cas d'épisode de pluie important, sous 7 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Rétention sous un réservoir mobile unitaire de 1000 litres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un réservoir unitaire de 1 m<sup>3</sup> contenant un produit liquide, montrant une étiquette avec une référence produit "Nalco71211", un numéro ONU UN3264, et un pictogramme de danger "corrosif", est placé sur la plateforme du clarificateur en aval du traitement biologique, en dehors d'une rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de mettre sur rétention le réservoir suscité, sous 7 jours à compter de la réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours